

DIEU ET MON DROIT.

ST. BONIFACE, JEUDI, 4 OCTOBRE, 1877

Enfants, Angleterre.
10 Août, 48.

LE "METIS."

Joué, 11 Octobre, 1877.

Mgr. Grandin s'est embarqué pour l'Est lundi soir à bord du *Manitoba*.

Mgr. Taché s'est embarqué en même temps pour Dufferin. Sa Grâce doit visiter les missions de St. Joseph, St. Pie et St. Jean Baptiste où Elle doit donner la confirmation.

La première locomotive de chemin de fer qui ait jamais vu Manitoba est arrivée le 9 octobre courant, c'est-à-dire mardi dernier à 9.30 h du matin. Elle était à bord d'une barge avec un char de travail et cinq chars plateforme. Le *Selkirk* poussait le tout devant lui. Toute décorée de verdure et de drapeaux, la machine n'a cessé de faire entendre son sifflet durant les quatre derniers milles, et elle est descendue se laisser amarrer au quai de l'entrepôt No 6 à Winnipeg entre une véritable haie de curieux enthousiastes qui bordaient les côtes de St. Boniface et de Winnipeg. Le maire lui a fait réception, c'est-à-dire, était au quai lors de son arrivée.

Cette locomotive et les chars sont de seconde main, et ont été achetés à la Cie du *Northern Pacific* américain; l'ouvrier a même gardé le N de l'ancien en remplaçant ce nom par celui de Canadian sur ces premières voitures du cheval de feu.

Dans la journée, la locomotive est venue débarquer sur ses lisses du côté de St. Boniface, et hier on entendait ses sifflets joyeux.

Nous laissons le lecteur faire lui-même ses réflexions sur la révolution économique que va accomplir ici cette machine: nous ajouterons seulement que la Province se lance tout doucement dans les chemins de fer; sa première locomotive est de seconde main et bon marché, par conséquent. On sait le proverbe italien: *Chi va piano, va sano*.

Hier a eu lieu l'Exposition Agricole du Comté de Provencher à St. Norbert. Elle était considérable et avait attiré beaucoup de monde. Les légumes, produits de la ferme, laines et draps domestiques, poules dindes et canards, blé, avoine et orge, égalaient au moins et l'emportaient en bien des cas sur l'Exposition de Winnipeg. Il y avait aussi de beaux animaux.

ENSEIGNEMENT.

Les partisans des écoles étrangères à l'enseignement de la vérité religieuse—qui est la seule et véritable science—prônent souvent leur *progressif* système. Nous livrons donc à la méditation de ces esprits trop éclairés pour s'embarrasser mal à propos de doctrines rétrogrades—les éloquentes faits qui suivent:

"Ainsi, le *Protecteur Canadien* dit qu'à Savannah, Georgie, sur 102 élèves des écoles protestantes, 45 seulement ont été jugés dignes de promotion. Les deux écoles catholiques ont présenté 55 élèves qui tous ont été admis à des grades supérieurs. Les examinateurs, qui sont protestants, rapportent que les écoles catholiques sont les meilleures de la ville."

Que pensent de ces déclarations, les admirateurs outrés des écoles où l'on présente toute notion de Dieu, et de l'âme, et par conséquent, toute idée de devoir et de responsabilité

de la créature envers son créateur: où l'on bannit toute distinction entre le vrai et le faux, favorisant ainsi par une coupable indifférence la diffusion des principes les plus hostiles aux diverses classes de la société; où l'on reconnaît enfin à l'erreur le droit de s'affirmer et de s'imposer sous les formes les plus monstrueuses avec la même autorité que la foi qui a sauvé le monde.

Après avoir entendu ce que l'on dit aux Etats-Unis, voyons ce qui passe ailleurs, à Paris, par exemple, où les gouvernants ne sont pas du tout suspects de cléricisme.

"Aux grands concours qui ont eu lieu dernièrement dans la municipalité de Paris pour les bourses des écoles supérieures, 616 élèves de toutes les écoles furent inscrits et 280 déclarés admissibles. De ce nombre, les frères en ont 197 et les laïques 83.

"Sur les 50 premiers, les frères en ont 39 et les laïques 11, et encore n'ont-ils que les numéros 8, 13, 27, 29, 31, 33, 39, 43, 46, 47, 50. Sur les 100 premiers, les laïques ne comptent que 23 élèves reçus.

"Aucun concours de dessin, les frères ont les 9 premiers prix sur 10;—sur 27 accessits ils en ont 22 et sur 25 admissibles, 17."

Ce résultat n'est du reste pas nouveau: il se produit chaque année. En face de pareils chiffres, nous sommes portés à ne pas nous apitoyer inutilement sur l'ignorance de nos coreligionnaires—ignorance décréée incurable par nos savants modernes.

Guerre Turco-Russe.

La guerre turco-russe ne ralentit pas de violence: les victimes tombent par milliers sur les champs de bataille; le sang coule à flot et rougit les campagnes. Au début, les Russes qui se préparaient au combat depuis plusieurs années, pensaient ne faire qu'une bouchée de leur indigne ennemi. C'était plus que de la présomption: c'était de l'ignorance—ignorance des ressources de la Turquie, et de la valeur de ses soldats qui se battent mieux que les rustres du nord. On sait que la Russie a entrepris cette campagne jusqu'ici peu glorieuse pour ses armes, sous les plus beaux prétextes d'humanité.

Nous n'avons pas le loisir de discuter la mesure du sentiment humanitaire chez le Cosaque; mais ce que nous pouvons dire, c'est que cette exubérance, ou mieux cette explosion subite de sympathies ne compte qu'un léger nombre de dupes.

Nous ne croyons pas que l'empire colossal se serait ainsi jeté dans la mêlée pour le triomphe de l'idée chrétienne, lui dont la politique se distingue surtout par la tyrannie, l'asservissement et l'esclavage. Non, pareille ambition n'a pu l'inspirer: ce qu'il voulait: c'était agrandir sa puissance et sur mer et sur terre, et dissimuler sa spoliation, sous le voile de généreuses aspirations vers les libertés chrétiennes.

Depuis quelque temps, le télégraphe nous apporte chaque jour, la nouvelle d'un échec subi par les Russes. Voici un relevé très intéressant; il résume pour ainsi dire la guerre depuis l'ouverture des hostilités.

Au moment du passage du Danube il y avait 7,000 malades dans les hôpitaux et dans les ambulances, et 5,000 autres ont été renvoyés en Russie. Le passage du Danube à Braila, les combats à Matchin et à Babadagh ont coûté aux Russes 1,200

hommes. Le général Zimmermann a perdu au moins 1,000 hommes dans le Dobrutch, dans ses escarmouches avec les Turcs. Il a renvoyé 8,000 malades en Russie. Les passages du Danube tentés à Oltenitza et à Fiamunda ont coûté environ 2,000 hommes; le passage à Semnitza et le combat de Sistova, 1,000 hommes, les combats autour de Bicta, 1,500; ceux des environs de Routschouk et de Rasgrad, 3,000; la marche à Tirnova et le passage Balkan, 2,000; la retraite du général Gourko, 7,800; la prise de Nicopolis, 2,400; la première bataille de Plevna, 5,000; la seconde, 10,000; l'affaire de Lowatz, 1,800; les combats de Shipka, 5,000. Dans l'intervalle, l'armée principale du Danube a renvoyé en Russie au moins 10,000 malades.

On arrive ainsi à un total de 70,000 hommes, ce qui a fait dire à un militaire allemand qui suit la campagne dans le quartier général russe: les Russes ont perdu l'effectif de deux corps d'armée.

Le *Protecteur Canadien* de Fall River, Mass., E. U., nous trace le joli tableau suivant.

"Les quatre Etats du Minnesota, du Wisconsin, de l'Iowa et du Texas offrent cette année au commerce 117,000,000 de minots de blé: ce qui à 90 cts. leur rapportera \$100,000,000. La moisson, en général est abondante dans tout le pays. Ajoutez à cette abondance plus qu'ordinaire des produits du sol, les millions que recèlent les banques, et comprenez le mystère de la détresse qui règne partout et des cris de faim et de désespoir que nous apportent tous les vents. D'un côté le pauvre et le travailleur se voient de plus en plus misérables, à côté du riche dont l'opulence s'accroît de jour en jour avec la force de la richesse qui devient de plus en plus irrésistible, par des combinaisons et des monopoles qui contrôlent toutes les affaires et qui gouvernent le gouvernement lui-même. Voilà, pour le moment du moins, la république de l'égalité et de la fraternité et du suffrage universel."

Voici maintenant en quels termes l'*Echo des Deux-Mondes* juge la situation aux Etats-Unis:

"Les Etats-Unis inaugurent le second siècle de leur existence par une véritable calamité publique. Les sourdes haines qu'a accumulées contre soi le capital depuis que les théories socialistes ont envahi le nouveau monde éclatent de toutes parts et jettent la terreur dans les esprits les moins timides. Ce n'est pas qu'il y ait à redouter pour le présent des excès entièrement irrépressibles; mais chacun sent qu'on n'en est qu'aux premiers chapitres d'un drame sanglant, dont le dénouement n'est que reculé à regret par ses sinistres auteurs.

"En dépit de l'indiscipline déplorable des gardes nationales, et de l'incapacité flagrante de quelques uns de leurs chefs, il est probable qu'elles viendront à bout cette fois encore de cette insurrection. Mais, dans quelques mois, quand les rigueurs de l'hiver commenceront à sévir, on verra surgir des grandes villes des millions d'ouvriers sans emploi, dressés cette fois militairement et contre lesquels nos jeunes miliciens seront totalement impuissants. Rien n'est terrible comme l'ouvrier poussé au désespoir par la vue de sa famille affamée! Dieu préserve les Etats-Unis d'une pareille expérience!"

Et c'est là le joli modèle que les gens souvent les mieux intentionnés

offrent candidement à l'admiration de notre pays!!!

La Convention Canadienne vient de tenir sa treizième assemblée annuelle à Troy, N. Y. Elle comptait vingt-quatre délégués—ne représentant que deux Etats—dont sept de Troy, neuf de Coboes, situé à deux milles de là, trois de Glens-Falls, deux de Holyoke, deux de Plattsburg et le notoire M. Joseph LeBeuf.....

Depuis quelques années, nos nationaux les plus éclairés, se plaignent vivement des procédés de ce corps. Constitués souvent au mépris de l'intelligence et du patriotisme, ces conventions font rejettier sur ceux qu'elles prétendent représenter le ridicule dont les couvre une déplorable ineptie. On sera édifié sur le compte de la dernière, lorsque nous aurons dit qu'elle adopta une résolution pour engager nos compatriotes de la Nouvelle-Angleterre, à émigrer au sud-ouest des Etats-Unis, plutôt que de retourner à Québec ou à Manitoba.

Quelle largeur de vues chez ces grands hommes qui, jaloux d'un mouvement dont ils n'ont eu, ni l'initiation, ni l'honneur, immolent à leurs rancunes, les intérêts de la nationalité!!

Mais nous sommes convaincus que les manœuvres anti-patriotiques de cette informe Convention n'auront pas le résultat souhaité par des esprits envieux et pervers.

Nous sommes heureux de voir que la presse qui donne le ton aux Etats-Unis s'est empressée de protester contre les écrits de la convention soi-disant nationale (!!!).

Voici ce que dit *Le Travailleur*:

"Nous répudions la convention de Troy au nom des Canadiens—Français de la Nouvelle-Angleterre. Elle n'est l'expression que de sentiments méprisables d'une coterie dont Jos Lebeuf est la tête, et dont Camille Chatel est la queue. Nous conjurons nos frères de Québec et de Manitoba de ne pas prendre les sentiments de cette convention, sur la question du repatriement, comme l'expression des sentiments des Canadiens des Etats-Unis. Ces vingt-quatre personnes représentant tant les Canadiens de six localités différentes, ne représentaient même pas les idées de leurs constituants, ils ne représentaient que la mesquine jalousie et la sottise prétention de trois ou quatre personnages. Voilà tout."

La mort de Mr. Thiers a frappé un coup terrible dans le camp républicain. A peine la tombe de l'illustre défunt est-elle fermée, que déjà l'indiscipline et l'indésinence se manifestent. Tous ne veulent pas de Gambetta, comme chef avoué: l'aucuns hésitent à suivre ce fougueux tribun qui s'est engagé avec audace dans les voies les plus reculées du radicalisme. En outre, ce porte-étendard ne pourrait que nuire au parti en le discréditant aux yeux de la population qui n'ont pas encore égaré des théories malsaines.

Lorsque Mr. Thiers vivait, Gambetta pouvait s'agiter à l'ombre de la figure plus sympathique de l'Ex-Président. Aujourd'hui, il n'a plus de personnalité autre la sienne pour recommander des principes poussés à l'extrême. Et il est douteux que la France veuille confier ses destinées aux mains de cet ennemi déclaré de l'ordre et de la paix.

Aux élections qui doivent avoir lieu sous peu, sera rendu le verdict solennel que espérons le vœu de la France et l'impuissance, ces

agitateurs ambitieux, ces démagogues effrénés.

Le Maréchal MacMahon a lancé son manifeste aux Français; nous le reproduisons:

"Vous allez être appelés à nommer vos représentants à la chambre des députés. Je ne veux exercer aucune pression sur votre choix, mais je désire dissiper tous les doutes sur l'acte que vous allez accomplir. Ce que j'ai fait, le voici:

"Depuis les quatre dernières années j'ai maintenu la paix, et la confiance personnelle dont m'honorent les souverains étrangers me permet chaque jour de rendre plus cordiales les relations de la France avec toutes les puissances. A l'intérieur, l'ordre public n'a pas été troublé un seul moment, grâce à la politique de conciliation qui a fait que je me suis entouré d'hommes dévoués avant tout à leur pays. La prospérité publique n'a moment interrompue par nos malheurs, a repris son élan, le bien-être général s'est accru malgré les lourdes charges imposées à la nation; le crédit national s'est renforcé, et la France, pacifique et confiante tout à la fois, voit son armée, toujours digne d'elle, reconstituée sur une nouvelle base.

"Et pourtant ces grands résultats ont été mis en péril. La chambre des députés, repoussant chaque jour la direction des hommes modérés, et dominé de plus en plus par les chefs avoués du parti radical, a fini par oublier la part d'autorité qui m'appartient et que je ne peux laisser amoindrir sans déshonorer mon nom en face de vous et en face de l'histoire, et elle a contesté en même temps mon influence légale au sénat.

"La Chambre des députés ne tendait à rien moins que substituer à l'équilibre nécessaire des pouvoirs publics, équilibre établi par la constitution, le despotisme d'une nouvelle convention. Il n'était pas permis d'hésiter plus longtemps. Dans l'exercice de mes droits constitutionnels, et me conformant à l'opinion du sénat, j'ai dissous la chambre des députés.

"C'est maintenant à vous de me parler. On vous dit que je cherche à renverser la République, mais vous ne le croirez point. La constitution a été confiée à ma garde; je la ferai respecter. Ce que je vous demande, c'est de nommer une chambre qui s'élève au-dessus de toute compétition de parti et s'occupe avant tout des affaires du pays.

Les élections favorables à ma politique féliciteront la conduite régulière du gouvernement existant. Elles affirmeront les principes d'autorité sapés par la démagogie et elles assureront l'ordre et la paix. Des élections hostiles aggraveront un conflit entre les pouvoirs publics, embarrasseraient le cours des affaires et maintiendraient l'agitation, et la France, au milieu de ces complications nouvelles, deviendrait pour l'Europe un objet de méfiance.

"Pour moi, mon devoir augmentera avec le danger. Je ne pourrai ni obéir aux ordres des démagogues ni devenir l'instrument des radicaux ni abandonner le poste dans lequel la constitution m'a placé. Je resterai pour défendre avec le séant les intérêts conservateurs et je protégerai énergiquement les fidèles serviteurs qui, dans un moment difficile, ne se sont pas laissés intimider par de vaines menaces.

"Français, j'attends avec pleine confiance la manifestation de vos sentiments. Après tant d'épreuves, la France désire la stabilité, l'ordre et la paix, et avec l'aide de Dieu,

AVIS.

Tous ceux qui ont des Impressions a faire, feraient bien de venir aux Ateliers du Journal

"LE METIS."

AVANT D'ALLER AILLEURS.

On Exécute a ce Bureau

TOUTES SORTES D'IMPRESSIONS DE GOUT.

Le tout se fait dans les meilleurs

Gouts et à meilleur marché que n'importe où ailleurs.

Les Bureaux sont sur la Rue Du-

moulin a St. Boniface.

PROCLAMATION.

CANADA—PROVINCE DE MANITOBA.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

[L. R.]

ALEXANDER MORRIS
Lieut. Gouverneur.

A nos fidèles et bien aimés les Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre Province de Manitoba, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de notre Province de Manitoba, en Notre Ville de Winnipeg, qui devait se tenir et avoir lieu le quatrième jour du mois de Septembre et à chacun de vous.

SALUT.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Manitoba se trouve convoquée pour le quatrième jour du mois de Septembre auquel temps vous êtes tenus et il vous était émis d'être présents.

Sachez maintenant que pour diverses causes et considérations et pour le plus grand bien et commodité de nos bien-aimés sujets, nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre Province de Manitoba, de vous exempter et chacun de vous, d'être présents, au temps susdit, vous convoquant et par les présentes vous enjoignant à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Ville de Winnipeg, Mardi le sixième jour du mois Novembre prochain, pour y prendre en considération l'état et le bien-être de notre dite Province et y faire ce qui pourra sembler nécessaire, ce à quoi vous ne devez manquer.

En Foi de quoi, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Manitoba. Témoins Notre Fidele et Bien Aimé l'Honorable ALEXANDER MORRIS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Manitoba, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, etc., etc. A Notre Hôtel du Gouvernement à Fort-Garry, le quatrième jour de Septembre dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-et-dix sept et de Notre Règne la Quarantième.

Par ordre,

JOSEPH ROYAL,
Secrétaire Provincial

PARLEMENT FEDERAL.

Substance des Règles relatives aux avis de Bills Privés.

Les personnes qui se proposent de s'adresser au Parlement pour obtenir la concession de certains droits privilégiés ou profits exclusifs ou particuliers, ou ayant pour objet quelque amendement de même nature d'un acte antérieur, sont notifiées que par les règles de deux Chambres du Parlement, publiées au long dans la Gazette du Canada, elles sont requises de donner deux mois d'avis de leur demandes dans la Gazette du Canada et dans un journal publié dans le comté ou district concerné, et de transmettre au Greffier de chaque Chambre, copies des journaux contenant la première et dernière insertion de tel avis. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis devra être publié dans les langues anglaise et française.

Et toute personne qui demandera un Bill Privé devra, huit jours avant l'ouverture du Parlement, déposer entre les mains du Greffier de la Chambre où le Bill devra être introduit une copie de tel bill avec une somme suffisante pour en payer la

impression et l'impression. Entre la deuxième lecture du bill et sa mise en considération par le comté q et il est referé, le reportant aura un droit de \$200, en sus des frais d'impression de l'acte dans la Statute.

Aucune demande pour un Bill Privé n'est reçue par l'un ou l'autre Chambre après l'expiration des premiers dix jours de la session.

NORBERT LEMOINE,
Greffier du Sénat.

ALFRED PATRICK,
Greffier des Communes Canada,
Ottawa, 24 Sept. 1877.

VENTE DE TERRE PAR LE SHERIFF

Andrew G. B. Bannatyne et autres, Demandeurs.

vs.

Frederick Fulcher, Défendeur.

Par et en vertu d'un Verdict de Fieri Facias émané de la Cour du Banc de la Reine à la poursuite de Andrew G. B. Bannatyne, William J. Macaulay et Edward W. Jarvis et

James Marchant, la Cour a ordonné et il a été fait en exécution, tous les droits, titres et intérêts du susdit Défendeur sur les lots suivants savoir :

Tout ce certain lot ou morceau de terre et premises sis et situés dans la paroisse de Andrew Sud dans le Comté de Lisgar connus et décrits comme suit :

Commencant sur la rive Ouest de la Rivière Rouge à la limite nord est du lot possédé par William McKay et John Schultz de là à deux milles à l'ouest et de là à angle droit jusqu'au lot de Francis Gibon, de là quatre chaînes à l'est le long de la limite du lot du dit Francis Gibon suivant le courant de la dite Rivière deux milles jusqu'au point de départ de la contenance de soixante-quatre (64) acres plus ou moins et enregistré suivant l'arpentage de la Compagnie de la Baie d'Hudson comme le lot No. 119 et suivant l'arpentage du Gouvernement de la Puissance, le No. 19 dans la Paroisse de St. Andrew.

Ce lot est grevé d'un hypothèque de trois cents soixante piastres et intérêts—aussi tous ses droits, titres, et intérêts sur le lot No. 265 arpentage de la Puissance, sis et situé dans la Paroisse de St. Andrew, Comté de Lisgar, du côté Est de la Rivière Rouge; borné à l'ouest par la dite Rivière Rouge, au sud par les terres appartenant ou en la possession d'un nommé Kippigh à l'est par la limite des deux milles et au nord par les terres appartenant ou en la possession de Henry Erasmus le dit lot ayant six chaînes de front sur la dite Rivière Rouge et de la contenance de cent acres plus ou moins avec tous et chacun des droits y appartenant.

Tous ses droits, titres, et intérêts sur le lot partie de No. 2 arpentage de la Puissance, dans la paroisse de St. Andrew, sis et situé dans St. Andrew sud, dans le Comté de Lisgar susdit, au côté est du Grand Chemin et plus particulièrement décrit comme suit : commençant à un point du côté est du grand chemin sur le lot No. 2 d'accord avec l'arpentage d'un nommé Vaughan à douze verges de distance de la limite entre les lots d'un nommé Whitway et d'un nommé Joseph Tait, de là à l'est 69 verges parallèlement à la dite limite et à une distance de douze verges de cette limite, de là à l'angle droit, 69 soixante et un verges jusqu'à la dite limite, de là à l'ouest et parallèlement à la dite limite 69 soixante et neuf verges jusqu'au grand chemin au point

de départ de la contenance d'un acre plus ou moins. Ce lot est grevé d'un hypothèque de \$2,500.

Les susdits lots seront exposés en vente à mon bureau dans la cité de Winnipeg, mercredi, le septième jour de novembre, A. D. 1877 à midi.

COLIN INKSTER,

Sherif.

Per C' CONSTANTINE,

Depute Sherif.

D. M. Walker, Avocat des Deman-

deurs

Bureau du Sherif,

Winnipeg, 2 Août 1877.

ACTE DE FAILLITE DE 1875.

Dans l'affaire de William Besant.

Failli.

Une assemblée des créanciers se réunira à l'office de Messieurs Bain et Blanchard, rue Principale, Winnipeg, Mercredi le 24ème jour d'Octobre courant à 4 heures p. m. pour prendre en considération une offre de composition et de décharge.

JOHN BALSILLIE,

Secrétaire officiel

Fort Garry 8 Octobre 1877.

PROCLAMATION.

CANADA—PROVINCE DE MANITOBA.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A nos chers et aimés sujets dans notre Province de Manitoba.

SALUT.

ATTENDU que par et en vertu d'un Acte de la Législature de la Province de Manitoba, passé dans la quarantième année de Notre Règne intitulé : "Acte pour établir une Université Provinciale," il est décrété par la quarantième section d'icelui, que les dispositions du dit Acte deviendront en force aussi tôt que le Lieutenant-Gouverneur en fixera le temps par proclamation.

Maintenant nous proclamons par les présentes et faisons savoir par cette Proclamation la nôtre, donnée sous le sceau et le sceau de notre dit Lieutenant-Gouverneur, que l'acte ci-dessus cité est et sera en force de ce jour, du contenu des présentes nos loyaux sujets de la Province de Manitoba, et tous autres qu'il appartiendra sont requis de prendre connaissance et se conduire en conséquence.

Maintenant nous proclamons par les présentes et faisons savoir par cette Proclamation la nôtre, donnée sous le sceau et le sceau de notre dit Lieutenant-Gouverneur, que l'acte ci-dessus cité est et sera en force de ce jour, du contenu des présentes nos loyaux sujets de la Province de Manitoba, et tous autres qu'il appartiendra sont requis de prendre connaissance et se conduire en conséquence.

En foi de quoi, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Manitoba. Témoins Notre Fidele et Bien Aimé l'Honorable ALEXANDER MORRIS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Manitoba, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, etc., etc. En Notre Hôtel du Gouvernement à Fort Garry, le cinquième jour d'Avril dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-et-dix-sept, et de Notre Règne la Quarantième.

Par ordre,

JOSEPH ROYAL,

Secrétaire Provincial.

ACTE DE FAILLITE DE 1875.

Dans l'affaire de A. E. Westfall.

Failli.

Je John Balsillie, de Winnipeg, à l'acte nommé Syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de me faire parvenir leurs réclamations avant un mois.

Fort Garry, 17 Août 1877.